



HAL
open science

L'explosion de l'auto déclaration indigène au Mexique entre 2000 et 2010: les enjeux, les faits et quelques hypothèses explicatives à partir de l'analyse des deux recensements 13 p.

Olivier Barbary, Regina Martinez Casas, Ciesas Mexico

► To cite this version:

Olivier Barbary, Regina Martinez Casas, Ciesas Mexico. L'explosion de l'auto déclaration indigène au Mexique entre 2000 et 2010: les enjeux, les faits et quelques hypothèses explicatives à partir de l'analyse des deux recensements 13 p.. Conferencia internacional " Estadística etnoraciales en México y América Latina", Universidad del Valle, Cali, Colombie 21- 22 novembre 2014, Nov 2014, Cali, Colombie. hal-02482954

HAL Id: hal-02482954

<https://hal.science/hal-02482954>

Submitted on 19 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

OLIVIER BARBARY (IRD)

REGINA MARTINEZ CASAS (CIESAS)

L'explosion de l'auto déclaration indigène au Mexique entre 2000 et 2010: les enjeux, les faits et quelques hypothèses explicatives à partir de l'analyse des deux recensements

Introduction

Au Mexique, l'identification de la population indigène dans le recensement a reposé durant tout le 20^{ème} siècle, à quelques exceptions près¹, sur le seul critère linguistique, c'est-à-dire l'identification des locuteurs de langues indigènes. Le recensement de 2000 marquait un tournant dans la statistique publique avec l'introduction de la question d'autodéclaration de l'appartenance indigène (Fernandez Ham 2000, Serrano, Embriz et Fernandez Ham 2002, Barbary 2008). Cette innovation crée un écart important entre les populations indigènes estimées selon les deux critères, au moment où, après le soulèvement néo zapatiste, les enjeux politiques et sociaux liés à la question indienne et à la mesure des discriminations se multiplient, comme dans la plupart des pays d'Amérique Latine (Barbary et Urrea, 2004, Barbary coord., 2006, Gros 1998). Il s'en suit un débat nourri sur les catégories de la 'statistique indigène', leur légitimité, leur pertinence et l'interprétation démographique et sociologique qu'on leur donne (Beaucage 1987, Cifuentes 1998, Dauzier 1997, Fernandez Ham 2000, Florescano 1997, Gros 1999, Hoffmann 2002, Lartigue et Quesnel coord. 2003, Lavaud et Lestage 2005, Martínez Casas et Janssen, 2006, Stavenhagen 1992, Varios autores, 1985).

Avec le recensement de 2010, l'INEGI² poursuit cette approche bidimensionnelle (linguistique et d'auto identification) de ce que l'on peut appeler 'l'identité culturelle déclarée'³. Elle remporte maintenant un succès massif auprès des recensés: le taux d'autodéclaration indigène bondit de 6,1% des individus en 2000 à 14,9% en 2010⁴. S'appliquant à une population en forte progression démographique, il en résulte une croissance des effectifs encore plus impressionnante: en 2000, 5,3 millions de mexicains s'identifiaient indigènes, ils sont 15,7 millions en 2010, soit une progression de 196%. De ce fait, la population indigène (p.i.), au titre de l'un ou l'autre critère, passe de 7,4 millions de personnes, soit 8,6% des mexicains, à 16,1 millions (15,3%). Dans le même temps et pour les mêmes raisons, la population des ménages indigènes (p.m.i.), dont nous verrons plus loin la définition, passe de 12,6 millions à 21 millions, soit 18,7% de la population du pays contre 13% en 2000: une 'vague identitaire' qui, par son ampleur, semble surprendre ou embarrasser certains analystes.

¹ De 1895 (introduction du critère linguistique) jusqu'en 1921, une question sur la 'race' figurait également. Entre 1921 et 1950, on recensait aussi les coutumes vestimentaires et alimentaires.

² INEGI : Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática.

³ Lors de la première introduction de la question dans le recensement de 2000, Patricia Fernandez Ham, alors directrice des études sociodémographiques à l'INEGI, parlait d'une « approche statistique de la perception identitaire indigène ». Avec la modification de sa formulation, c'est plus une notion d'identité culturelle que cerne la question d'autodéclaration de 2010 (voir discussion plus bas).

⁴ En 2010 comme en 2000, la question d'autodéclaration fait partie du 'questionnaire étendu' du recensement, lequel n'est soumis qu'à un échantillon de 10% de la population. La question était posée aux personnes de cinq ans et plus en 2000; elle est étendue aux personnes de trois ans et plus en 2010.

En effet, pour qui suit la dynamique de l'affirmation indigène et de l'inégalité socio ethnique dans le pays sur les vingt dernières années, les interrogations abondent: Qui sont, socialement et culturellement parlant, ces nouveaux 'indigènes autodéclarés'? À quels processus démographiques (urbanisation, migrations, restructuration des ménages, etc.) et quelles stratégies d'insertion économique, de revendication politique, d'affirmation identitaire ou culturelle renvoie ce phénomène? Est-ce que la croissance de la population des ménages indigènes qui en résulte s'accompagne ou non de changements dans la position sociale de certains groupes de population? Quelles réponses les politiques publiques, et plus généralement la société mexicaine, sont-elles appelées à donner à cette nouvelle émergence de la population indigène ? etc.

Pour avoir consacré plusieurs articles à ce thème à partir des données censitaires de 2000 (O. Barbary, 2008, 2012, R. Martínez Casas et E. Janssen, 2006), nous avons pensé qu'un autre

1. Les faits Statistiques: comparaison des 16 types de ménages indigènes et de leurs caractéristiques démographiques et socio-économiques dans les AFC aux deux dates

- Trois critères individuels : locuteurs, mono ou bilinguisme, auto déclaration ethnique

Les deux questions d'identification linguistique et ethnique de la population de cinq ans et plus, conduisent aux chiffres de population indigène totale publiés par l'INEGI en 2000 : l'ensemble des locuteurs de langues indigènes comptait 6.320.250 personnes (7,33% de la population totale de cinq ans et plus), auxquelles s'ajoutaient 1.109.990 personnes non locutrices, mais déclarant appartenir à une ethnie indigène⁵, pour aboutir à un total de population indigène (p.i.) de 7.430.240 personnes, soit 8,62% de la population de cinq ans et plus. On peut toutefois exploiter les réponses aux deux questions de manière plus systématique en distinguant au niveau individuel : (i) les personnes locutrices monolingues (parlant une langue indigène, ne parlant pas l'espagnol 1.068.654 individus), dont l'immense majorité (86%) sont déclarantes, (ii) les personnes locutrices bilingues et déclarantes (3.265.966), (iii) les personnes locutrices bilingues non déclarantes (1.985.630), (iv) les personnes non locutrices déclarantes (1.109.990) et enfin (v) les personnes non locutrices et non déclarantes que l'on considérera non indigènes (78.793.234).

Il ressort de ces chiffres relativement équilibrés (aucune des catégories n'est statistiquement marginale) une classification de l'appartenance linguistique et ethnique des individus dont on peut proposer, dès maintenant, une rapide interprétation. Nous verrons comment la suite de l'analyse la confirme, mais aussi conduit à la préciser et à la nuancer. À une extrémité de l'éventail, les 14,4% de p.i. **locuteurs monolingues**, qui se déclarent presque tous indigènes, constituent une sorte de noyau dur de l'identité indigène 'traditionnelle', centrée sur l'homogénéité linguistique et de peuplement des territoires indiens historiques. Autant qu'à l'absence de transmission intergénérationnelle de la langue évoquée en introduction, son érosion démographique est due, à cause des migrations, à l'interpénétration des espaces de vie indigènes et non indigènes, qui conduisent à la généralisation du bilinguisme et à la relativisation et l'assouplissement de l'identité ethnique en fonction des contextes de résidence et d'interaction intercommunautaire. C'est ce dont témoignent les deux groupes de **locuteurs bilingues**, devenus majoritaires : ceux qui déclarent leur appartenance ethnique (44% de la p.i.) ou ceux qui ne la déclarent pas (26,7% de la p.i.). Enfin, à l'opposé du premier groupe, dans des contextes de vie beaucoup plus métissés et en relation avec les enjeux sociaux et politiques récents de l'ethnicité, on voit surgir dans la population indigène

⁵ Pour abrégé cette terminologie lourde, nous parlerons dans la suite des 'déclarants'.

non locutrice (du moins se déclarant comme telle), une identité nouvelle revendiquée par l'appartenance ethnique. Le recensement de 2000 l'évalue pour la première fois à l'échelle du pays : 14,9% de la p.i.

Cependant, selon une critique désormais classique au Mexique et ailleurs, cette approche individuelle des identités est insuffisante : c'est sur des unités collectives (ménages, familles, communautés) que s'exercent les dynamiques démographiques, socio-économiques et anthropologiques et c'est en leur sein que se façonnent les différents types d'appartenance indigène. Or les données censitaires se prêtent très naturellement à une approche au niveau des ménages.

- Structure des ménages et appartenance collective : un critère d'homogénéité linguistique et ethnique

La saisie statistique de l'identité ethno-linguistique des ménages a déjà fait l'objet de nombreux travaux au Mexique⁶. Lorsque le nombre et la qualification socio-économique sont des enjeux politiques importants, le débat se polarise facilement autour de la 'bonne définition' de la population indigène et de la justification de telle ou telle stratégie d'extension aux ménages. Les options défendues jusqu'à présent oscillent entre une solution maximaliste qui consiste à retenir comme indigène tout ménage où au moins un individu de cinq ans ou plus, quelque soit son lien de parenté avec le chef de ménage (c.m.), est locuteur ou déclarant (CONAPO, 2001), et une définition restreinte au noyau adulte principal du ménage, constitué du c.m. et de son conjoint (Janssen et Martinez Casas, 2004). La première donne un total de population des ménages indigènes de 12.658.899 personnes; la deuxième 11.361.634 personnes⁷. Au-delà de ces estimations très différentes⁸, s'en tenir à une unique définition (l'une ou l'autre) ne permet pas d'étudier et de comparer les différents types de composition ethno-linguistique des ménages indigènes et les caractéristiques des populations qu'ils regroupent. C'est pourquoi nous proposons ici une démarche plus systématique.

A partir de l'information censitaire, en considérant conjointement les attributs linguistique et ethnique des individus et leurs liens de parenté, on peut construire et justifier une appréhension statistique de l'identité 'indigène collective' des ménages. Nous distinguons pour cela quatre situations :

i) Le c.m et son conjoint partagent les mêmes caractéristiques linguistique (locuteurs mono ou bilingues ou non locuteurs) et déclarent la même appartenance ethnique (indigène ou non). En combinant ces deux critères, on obtient quatre types de ménages, constitués autour d'un noyau adulte principal homogène, dans lesquels on peut s'attendre à une 'cohérence identitaire' forte de l'ensemble des membres du ménage. Cette situation concerne au total 995.766 ménages, soit 38,6% des ménages indigènes (m.i.).

⁶ Serrano, Embriz et Fernandez Ham 2002. Cet ouvrage constitue certainement à ce jour l'exploitation la plus complète et sérieuse des données du recensement 2000 sur la population indigène ; voir également : CONAPO, 2002, Fernández Ham, 1998, Fernández Ham, 2000, Janssen et Martinez Casas, 2004, Valdés L. M., 1998, etc.

⁷ Pour les besoins de la comparaison avec nos propres estimations, nous donnons ici le résultat des calculs effectués par nous, sur la base des données du sondage au 10% des ménages ordinaires du recensement 2000 (cf. Barbary O. et Muller L., 2006). Au 1^o juin 2008, selon la définition du CONAPO, la projection de population indigène totale était de 13.851.503.

url : <http://www.conapo.gob.mx/00cifras/indigenas/repMexicana.xls>

⁸ Pour leur part, Serrano, Embriz et Fernandez Ham (2002), adoptent une solution intermédiaire en ne retenant comme indigènes que les ménages où ils considèrent que : « les personnes ayant des caractéristiques indigènes ont un lien de parenté déterminant dans la décision du style de vie et la transmission intergénérationnelle de la socialisation, c'est à dire le c.m., son conjoint et leurs parents ». Le total de population de ces ménages s'élève à 11.639.778 personnes.

ii) Le c.m. et son conjoint ont des caractéristiques différentes (l'un des deux au moins étant locuteur ou déclarant)⁹. On retient alors pour caractéristique du ménage - de manière arbitraire - celle de la personne 'la plus indigène', dans l'ordre suivant : locuteur monolingue déclarant son appartenance indigène, locuteur bilingue déclarant, locuteur non déclarant, non locuteur déclarant. L'ensemble ainsi constitué se compose de 1.369.431 ménages, soit 53,1% des m.i.

iii) Le couple adulte à la tête du ménage ne possède aucune caractéristique indigène. Dans ce cas, on s'intéresse d'abord aux adultes du ménage des générations collatérales ou d'ascendants du c.m. ou de son conjoint : frères et sœurs, cousins, parents, oncles et tantes, grands parents, etc. À nouveau, parmi eux, celui qui possède le plus d'attributs indigènes décide du statut ethnolinguistique du ménage. Ces ménages sont au nombre de 48.703, soit 1,9% des m.i.

iv) Enfin, lorsque ni le c.m., ni son conjoint, ni leurs apparentés dans les générations collatérales ou ascendantes ne sont locuteurs ou déclarants, le statut indigène du ménage peut provenir, s'il s'en trouve, de locuteurs ou de déclarants des générations de descendants : enfants, petits enfants, neveux ou nièces, etc. du c.m. ou du conjoint. On obtient ainsi, transmis au ménage par la personne la 'plus indigène' de ces générations, les quatre derniers types qui totalisent 164.528 ménages, soit 6,4% des m.i.

Ainsi définie pour les ménages, l'appartenance indigène collective est très concentrée sur le noyau conjugal du c.m et de son conjoint. Dans 92% des cas, l'un d'entre eux au moins possède une caractéristique indigène. Il faut noter aussi que dans les situations de noyau conjugal homogène, l'identité déclarée par les deux conjoints est le plus souvent 'forte' : ils sont locuteurs (monolingues ou bilingues) et auto déclarés dans 611.156 ménages, soit 24% des m.i., et seulement l'un des deux dans 384.610 ménages (14,9% des m.i.). Dans les ménages monoparentaux, ou ceux où le couple du noyau principal ne partage pas les mêmes caractéristiques, la répartition est beaucoup plus équilibrée : 686.422 locuteurs auto déclarés (26,6% des m.i.) pour 683.009 personnes n'ayant qu'un des deux attributs, le plus souvent locuteurs bilingues non déclarés (26,5% des m.i.). Enfin, les configurations familiales où l'identité indigène est 'absente' du noyau conjugal principal et provient des générations collatérales, ascendantes ou descendantes, ont des poids démographiques faibles (moins de 40.000 ménages à l'échelle du pays). L'unique exception concerne les ménages où certains descendants du c.m ou du conjoints sont locuteurs bilingues non déclarés (126.997 ménages, 4,9% des m.i.). Elle atteste la vitalité du mouvement d'apprentissage de la langue dans les jeunes générations indigènes sur lequel nous reviendrons. Cependant, comme nous allons le voir maintenant, ces catégories minoritaires de ménages fournissent tout de même des apports significatifs au total de la population indigène.

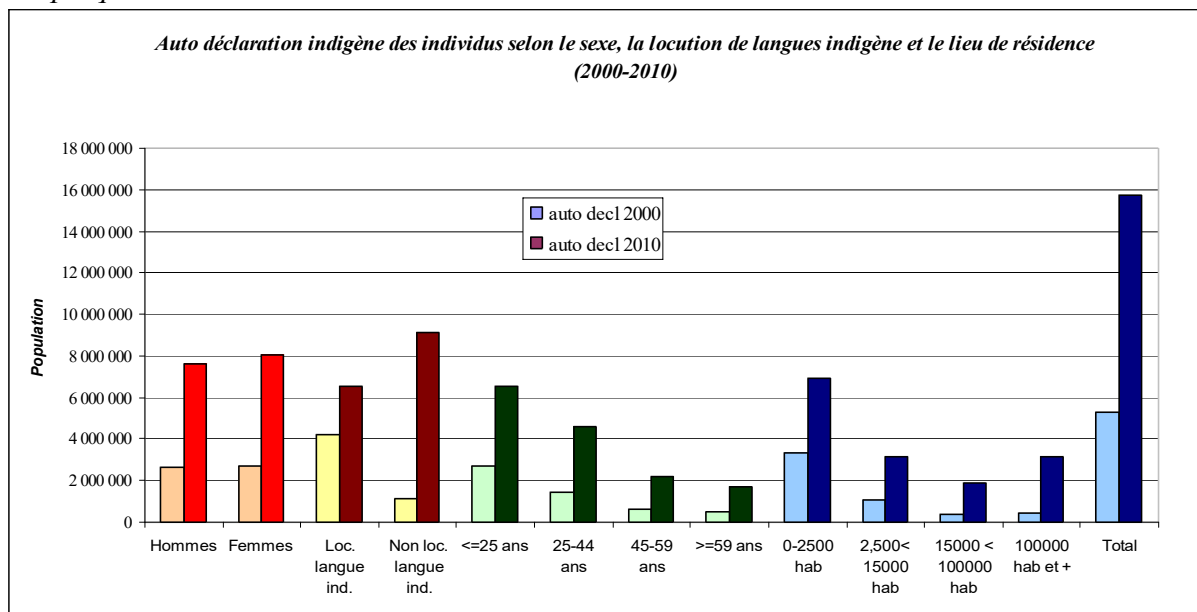
Mais revenons aux résultats des recensements qui concernent la population indigène. Au niveau des ménages (voir tableau en annexe 3), sa progression globale est déjà impressionnante: + 90,6% en nombre de ménages, + 67% pour la population de ces ménages. Mais c'est surtout dans la population non locutrice, donc indigène par le seul fait de l'autodéclaration, que les chiffres justifient la métaphore volcanique: + 891% de ménages non locuteurs autodéclarés, + 800% pour la population de ces ménages.

De même, au niveau individuel (cf. graphique 6 et tableaux des annexes 1 et 2), la progression de l'autodéclaration entre les deux recensements est déjà forte dans la population locutrice: les autodéclarés passent de 4,18 millions en 2000 (66,3% des locuteurs) à 6,55 millions en 2010 (93,8% des locuteurs). Mais plus spectaculaire encore est l'augmentation chez les non locuteurs: les autodéclarés n'étaient que 1,1 millions en 2000 (1,4% des non locuteurs), ils sont 9,14 millions (9,3%) en 2010. Comme on l'a vu, dans l'introduction, ces taux

⁹ On agrège à ce groupe les ménages monoparentaux où le c.m. est locuteur ou déclarant.

s'appliquent à des populations en forte croissance et d'ordre de grandeur très différents. Leurs impacts sur la population autodéclarée indigène sont donc très contrastés. Ainsi, le nombre d'autodéclarés chez les locuteurs progresse de 56,5% tandis qu'il explose (+ 728%) chez les non locuteurs. Les femmes s'auto déclarent maintenant un peu plus (14,9%) que les hommes (14,8%). Le phénomène concerne tous les groupes d'âge, mais, de façon assez surprenante, ce n'est pas chez les plus jeunes que l'autodéclaration progresse le plus: de 2000 à 2010, elle s'est multipliée par 2,4 chez les moins de 25 ans, mais par 3,2, 3,4 et 3,3 respectivement, dans les groupes plus âgés. Enfin, la constatation la plus intéressante est que cette progression croît avec la taille des lieux de résidence: en milieu rural, elle a été multipliée par 2,1, par 2,9 dans les petites villes, 4,9 dans les villes moyennes et 6,7 dans les grandes villes.

Graphique 6



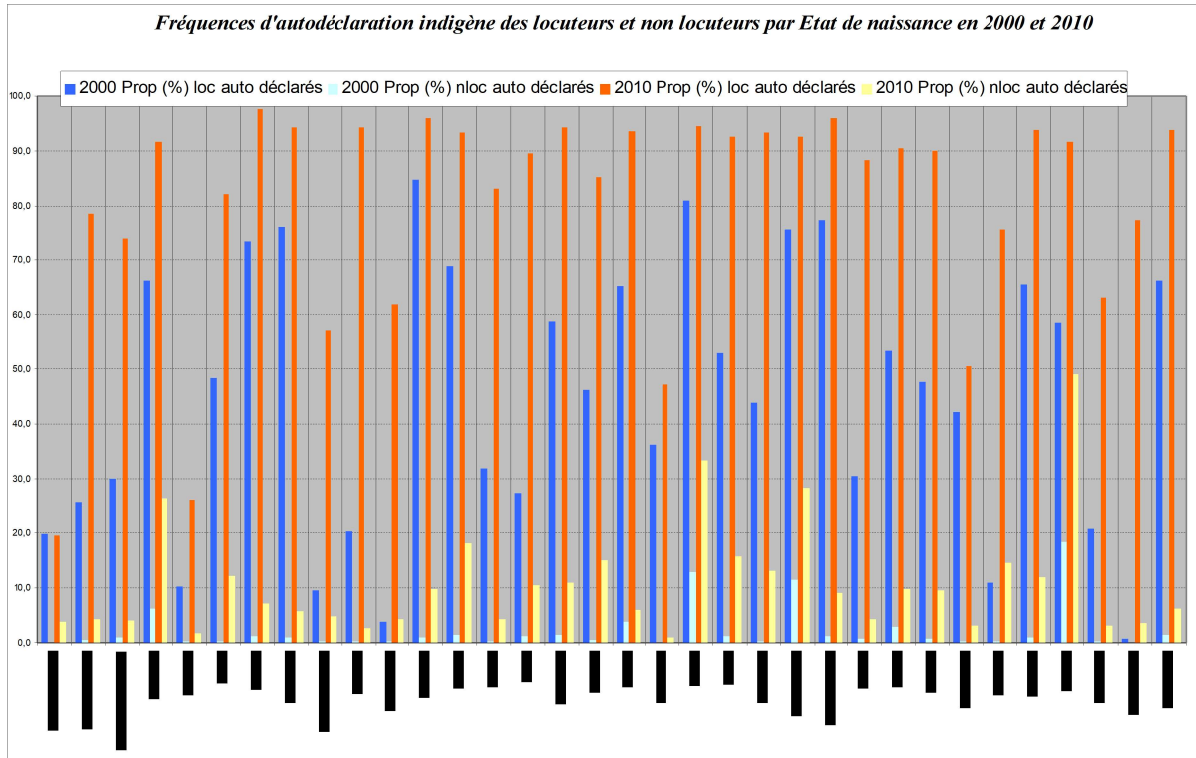
Source: INEGI recensements de population et logement 2000 et 2010 traités par l'auteur

En résumé, on peut brosser une première ébauche du portrait de ces nouveaux indigènes autodéclarés: également réparti entre les deux sexes¹⁰, ils sont pour la majorité (58%), non locuteurs de langues indigènes; 42% ont moins de 25 ans et 29% entre 25 et 44 ans; 46% vivent en milieux rural, 33% dans les villes petites et moyennes (< 100.000 h) et 21% dans les villes de plus de 100.000 h (en 2000, ces derniers n'étaient que 8,8%). Cette énorme progression de l'autodéclaration, en particulier chez les non locuteurs de langues indigènes et dans les grandes villes, aboutit au doublement de la population indigène citée en introduction. De ce fait, ce qui est peut-être le plus important du point de sociologique, elle disqualifie la seule identification par le critère linguistique et instaure l'auto déclaration comme critère central. En effet, si en 2000 la population indigène était locutrice à 85%, elle est devenue en 2010 majoritairement non locutrice (56%).

Enfin, toujours au niveau individuel, il faut remarquer que la progression de l'autodéclaration est très différenciée selon l'origine géographique et ethnique. Nous avons choisi de représenter dans le graphique 7 les taux d'autodéclaration indigènes des locuteurs et des non locuteurs selon leur Etat de naissance (voir également l'annexe 2).

¹⁰ D'une légère sur représentation masculine en 2000, on passe à une légère sur représentation des femmes en 2010.

Graphique 7



Ce qui frappe d'abord, c'est la progression généralisée de l'auto déclaration chez les locuteurs (graphique 7, barres bleu foncé et rouge), pour atteindre en 2010 la presque totalité d'entre eux dans tous le pays (94% en moyenne nationale). En 2000, ce taux ne dépassait 66% (la moyenne nationale) que dans trois Etats à fortes proportions de population indigènes locutrice (entre 22 et 36% de la population totale), et qui constituent le cœur historique du peuplement de leur(s) ethnie(s) principale(s): Oaxaca (81%), Quintana Roo (76%) et Chiapas (73%) ; et dans quatre Etats où la population native locutrice de langues indigènes est moins nombreuse (entre 4 et 17% de la population totale): Guerrero (85%), San Luis Potosi (77%), Chihuahua (76%) et Hidalgo (69%). En 2010, 18 Etats sur 32 atteignent un taux d'autodéclaration indigène des locuteurs égal ou supérieur à 90%: dans l'ordre, Chiapas (98%), San Luis Potosi et Guerrero (96%), Oaxaca (95%), Chihuahua, Michoacán, Durango, Veracruz, Nayarit (94%), Hidalgo, Querétaro, Quintana Roo, Puebla (93%), Yucatan et Campeche (92%), Sonora, Tabasco et Mexico (90%). Cet espace où l'autodéclaration indigène des locuteurs est quasi systématique couvre maintenant la totalité des régions centre et sud du pays (à l'exception du DF, du Tlaxcala, du Jalisco et du Colima) ; Il coïncide très exactement avec la partie du territoire où la proportion de population locutrice de langues indigènes dépasse le seuil de 1,5%¹¹. A l'inverse, le taux d'autodéclaration chez les locuteurs indigènes ne descend en dessous de 50% que dans quatre Etats où cette même proportion est négligeable (0,1%): Tamaulipas, Nuevo León, Coahuila, Aguascalientes. En 2000, 18 des 32 Etats étaient dans ce cas. Dix ans plus tard, donc, seule une situation d'invisibilité démographique¹² presque totale retient la majorité des locuteurs de langues indigènes de s'auto déclarer.

¹¹ Il faut noter que, même dans cet espace, ce chiffre est extrêmement variable, de 1,7% dans le Durango à 34% dans le Oaxaca.

¹² Regina Martínez Casas (2007) a fait de cette notion 'd'invisibilité' - au sens démographique, mais surtout social et culturel, un point central de sa thèse sur les évolutions et recomposition identitaires de la population Otomi à Guadalajara et dans d'autres métropoles du pays, Mexico D.F. et Monterrey.

Cependant, les progressions les plus fortes de l'autodéclaration des locuteurs (supérieures à 100%) s'observent dans des Etats à majorité de population native blanche et métisse, très urbanisés et/ou à forte croissance économique, où l'autodéclaration des locuteurs indigènes était assez faible en 2000 (moins de 45%) ; dans l'ordre: Guanajuato (+1.495%), Tlaxcala (581%), D.F. (492%), Durango (363%), Mexico (229%), Sinaloa (207%), Zacatecas (202%), Baja California Norte (190%), Jalisco (162%), Coahuila (153%), Baja California Sur (147%) et Queretaro (113%). Seuls trois Etats semblent échapper à cette dynamique: Le Nuevo León et le Tamaulipas, qui conservent des taux inférieurs à 50% et progressent peut en dix ans (respectivement +30% et +20%), et l'Etat d'Aguascalientes, où le taux régresse même légèrement (de 22% en 2000 à 20% en 2010). Et, comme on vient de le voir, la population de natifs locuteurs indigènes est marginale dans les trois cas. On peut donc conclure que l'autodéclaration des locuteurs est maintenant générale, dans les régions traditionnelles de peuplement indien comme dans les espaces métisses et les lieux d'émigration, en ville comme à la campagne¹³.

La littérature sur l'urbanisation de la population indigène et la formation de nouvelles communautés de migrants (locuteurs ou non) partout au Mexique est abondante (voir, par exemple, Nolasco et Rubio, 2011). Il y a pourtant peu d'essais d'analyse sur les nouvelles identités qui surgissent en ville, au sein de ces générations nées et socialisées dans la migration. Dans un travail antérieur, Regina Martínez Casas (2007) a montré que beaucoup d'indigènes urbains affirment ou occultent, en fonction du contexte, leur identité communautaire, linguistique, ethnique, etc., face à la société urbaine qui peut parfois les intégrer, mais le plus souvent les discrimine. Dans le cas de la population Otomi qui vivait à la fin des années 1990 à Guadalajara¹⁴, elle montre que seuls les adultes déclarent parler Otomi tandis que tous, enfants, jeunes et adultes, se reconnaissent indigènes. Cette recherche ethnographique reçoit aujourd'hui confirmation par l'analyse des données censitaires de 2010, puisque, comme nous venons de le voir, dans l'Etat de Jalisco, l'autodéclaration indigène progresse énormément et ce en l'absence de nouveaux locuteurs (en tout cas déclarés).

S'agissant des non locuteurs, la progression de l'autodéclaration indigène est également générale (graphique 7, barres bleu claires et jaunes), pour atteindre 6,2% du total de population non locutrice au Mexique. C'est, rappelons le, le phénomène déterminant dans l'augmentation du total de la p.m.i., mais il est beaucoup plus contrastée selon les Etats de naissance que pour les locuteurs. Les pays Maya et Zapotèque se distinguent par des taux records en 2010 mais des progressions relativement modérées sur la période intercensitaire: 49% d'autodéclarés indigènes chez les non locuteurs natifs du Yucatan (vs 18% en 2000), 28% dans le Quintana Roo (12% en 2000), 26% dans le Campeche (6% en 2000) et 33% dans le Oaxaca (13% en 2000). Dans les autres Etats à fort peuplement de locuteurs, les taux progressent beaucoup plus fortement pour atteindre ou dépasser 10%: dans les Etats de Puebla, Hidalgo, Veracruz, Guerrero, San Luis Potosi, le nombre de non locuteurs autodéclarés a été multiplié par des facteurs allant de 7 dans San Luis Potosi à 14,5 dans Puebla. La seule exception est le Chiapas (1% d'autodéclaration des non locuteurs en 2000, 7% en 2010), où l'autodéclaration reste très minoritaire chez les non locuteurs alors qu'elle est devenue systématique pour les locuteurs, ce qui suggère une plus grande exclusion réciproque spatiale et sociale entre populations indigène et non indigène dans cet Etat.

¹³ Soulignons également que le phénomène atteint les locuteurs indigènes nés à l'étranger, dont l'auto déclaration progresse de 69% en 2000 à 77% en 2010.

¹⁴ Capitale de l'Etat de Jalisco; deuxième métropole du pays avec, à l'époque, environ 3,5 millions d'habitants.

Les progressions les plus fortes ont lieu dans les Etats du centre du Pays où la population native n'est que marginalement locutrice (moins de 2%). Dans les Etats de Colima, Tlaxcala, Querétaro, Morelos, Aguascalientes, Jalisco, Guanajuato, Zacatecas, Tamaulipas, les non locuteurs autodéclarés, négligeables en 2000 (moins de 0,5%) sont multipliés par des facteurs allant de 20, dans le Tamaulipas, à 75 dans le Colima, pour atteindre de 12% à 15% de la population totale dans les quatre premiers, et de 3 à 4% pour les cinq derniers. Enfin, dans les contextes des métropoles du centre (Etat de Mexico, D.F.) ou des Etats à très forte croissance économique et urbaine de la frontière nord ouest (*maquiladoras*¹⁵ et agro-industrie de Basse Californie, Sonora, Chihuahua), l'autodéclaration, marginale en 2000, émerge fortement (4 à 5% de la population non locutrice, 10% dans l'Etat de Mexico et le Sonora). Ce phénomène, principalement dû à l'autodéclaration de la deuxième génération des migrants indigènes et métisses, concerne maintenant des effectifs très importants: 972.000 personnes dans l'Etat de Mexico, 565.000 dans le D.F, 220.000 dans le Sonora (zones d'agroindustrielles et agglomérations de Hermosillo et Nogales), 155.000 dans le Chihuahua (agglomérations de Ciudad Juarez et Chihuahua), 72.000 en Basse Californie Nord (agglomérations de Tijuana et Mexicali).

Bien sûr, cette géographie générale de l'autodéclaration masque des dynamiques régionales et locales beaucoup plus complexes qu'il serait trop long d'aborder ici. Celles-ci renvoient à des enjeux territoriaux, agraires et environnementaux et, plus généralement, économiques et politiques qui, tous, impactent très certainement les logiques culturelles et identitaires. Nous n'en citerons qu'un exemple, abondamment documenté par la littérature sur l'émergence de nouvelles identités liées aux mouvements indigènes qui accompagnent et suivent le soulèvement zapatiste de 1994. Dans les régions du centre et du sud du Mexique, particulièrement au Chiapas et dans le Oaxaca, sont apparus des mouvements sociaux qui, comme *La Otra Campaña*, sont idéologiquement assez proches du zapatisme (voir, par exemple, le volume coordonné par Baronnet, Mora et Stahler-Sholk en 2011). En accord avec les hypothèses que nous avons avancées dans les pages précédentes sur l'impact du changement de la question d'autodéclaration, il est clair que sa très forte progression ne s'explique pas majoritairement par la réaffirmation d'identités ethniques 'traditionnelles', mais par les dynamiques sociales et politiques indigènes récentes qui surgissent un peu partout dans le pays. L'élan de sympathie et d'orgueil qu'elles provoquent trouve ainsi sa 'mesure' statistique dans le recensement de 2010.

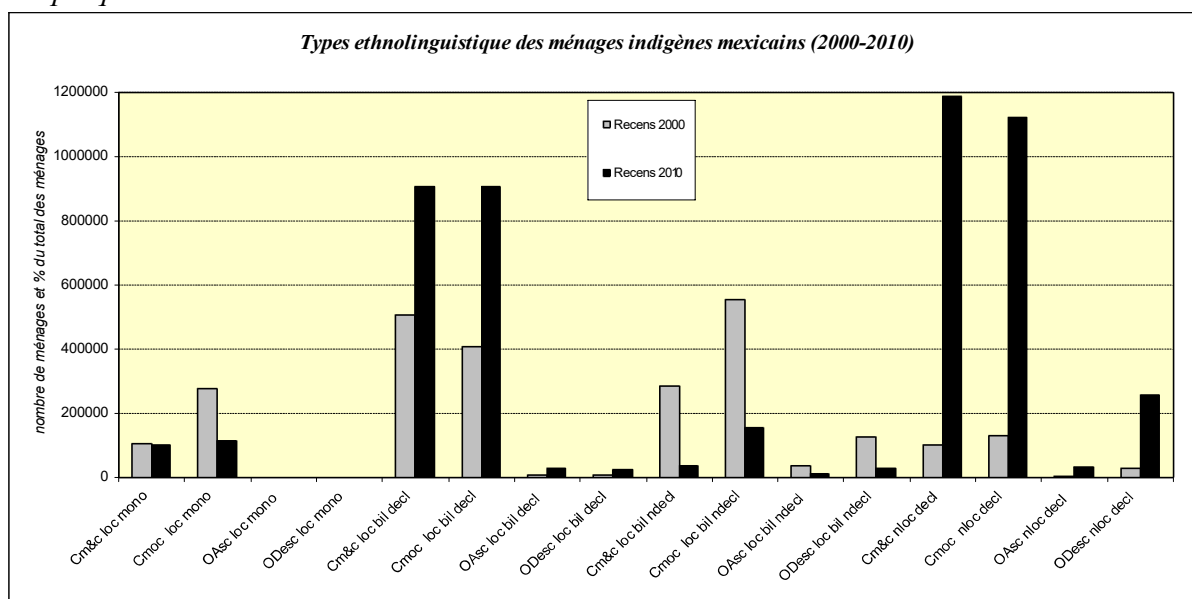
Cependant, comme nous l'avons constaté dès l'analyse des données de 2000 (Barbary, 2012, Martínez Casas et Janssen, 2006), l'approche individuelle est insuffisante. C'est sur les unités collectives (ménages, familles, communautés) que s'exercent les dynamiques démographiques, socio-économiques et anthropologiques, et en leur sein que se façonnent les différentes 'appartenances indigènes'. Comme en 2000, le croisement des attributs linguistiques et ethniques individuels avec la position de ces individus dans la structure du ménage permet d'assigner aux ménages indigènes 16 types ethnolinguistiques distincts. Les graphiques 8 et 9 montrent alors que la 'vague identitaire' de 2010 concerne d'abord les ménages non locuteurs. Le nombre de ménages de locuteurs de langues indigènes n'a pas progressé en dix ans (+ 0,03%), même si, comme on l'a vu, ils sont maintenant presque tous autodéclarés. En volume, c'est principalement l'explosion de l'autodéclaration d'adultes non locuteurs à la tête des ménages (le c.m. et/ou sont conjoint) qui provoque le doublement du nombre de ménages indigènes (2.400.000 en 2000, 4.915.000 en 2010) et propulse le poids démographique de la population des ménages indigènes (p.m.i.), qui a augmenté de 67%, à près de 19% de la population mexicaine. Devant la vivacité de l'affirmation indigène,

¹⁵ Usines de montage manufacturières qui profitent des bas salaires mexicains

combinée à une fécondité encore assez haute dans ces ménages, on peut se demander quel chiffre sera atteint dans le futur.

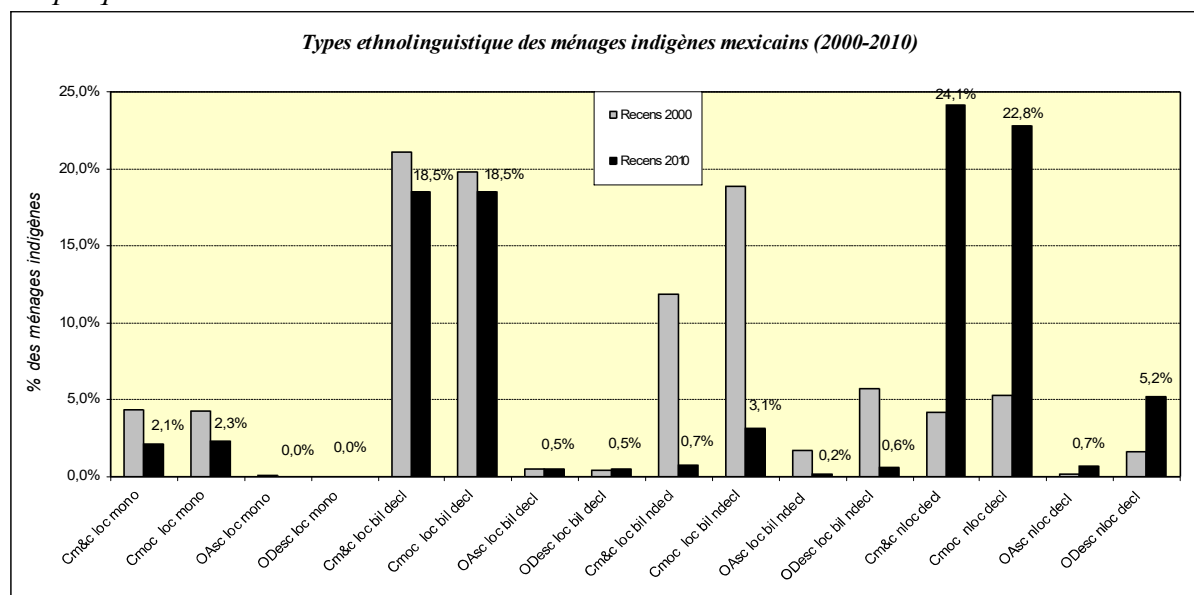
D'ores et déjà, la période intercensitaire a vu se produire une recomposition en profondeur de la p.m.i. (cf. graphiques 8 et 9 et annexes 3 et 4). En 2000, elle se répartissait pour 67% du total dans les quatre principaux types de ménages: ceux où le c.m. et/ou son conjoint étaient locuteurs bilingues autodéclarés (resp. 22% et 14%) et ceux où ces mêmes personnes locutrices bilingues ne se déclaraient pas indigènes (respectivement 12% et 19%). En 2010, les catégories de locuteurs non déclarés s'effondrent et sont remplacées par des ménages de non locuteurs déclarés: le nombre de ménages où le c.m. et son conjoint sont non locuteurs déclarés indigènes atteint 1.186.000 (vs 100.000 en 2000) et celui des ménages où l'une des deux personnes seulement l'est 1.121.000 (vs 129.000). Les quatre types dominants de ménages cumulent maintenant plus de 82% de la p.m.i., avec une répartition très équilibrée: respectivement 22% et 18% dans les ménages bilingues déclarés, 25% et 18% dans les ménages non locuteurs déclarés. Cette vague d'auto déclaration des non locuteurs s'étend aussi aux générations d'ascendants et, surtout, de descendants des c.m. (256.500 ménages en 2010 vs 29.900 en 2000), pour un total de 290.300 ménages qui regroupent 1.449.700 personnes, soit 6,9% de la p.m.i. (vs 1,6% en 2000). Au total donc, tandis que le nombre de ménages locuteur stagne, celui des ménages non locuteurs déclarés explose (+891%) ; quant à la population des ménages indigènes, elle a baissé de 8% dans les ménages locuteurs tandis qu'elle augmentait de 799% dans les ménages non locuteurs déclarés.

Graphique 8



Source: INEGI recensements de population et logement 2000 et 2010 traités par l'auteur

Graphique 9



Source: INEGI recensements de population et logement 2000 et 2010 traités par l'auteur

Au terme de cet examen des effectifs de ménages et d'individus, il faut retenir deux conclusions principales sur la croissance massive de l'autodéclaration indigène entre 2000 et 2010. D'une part l'autodéclaration touche maintenant la quasi totalité des locuteurs indigènes: le taux d'autodéclaration y est passé de 66% en 2000 à 94% en 2010. D'autre part son augmentation est plus spectaculaire encore chez les non locuteurs: de 1,4% en 2000 à 9,3% en 2010, soit 6,6 fois plus.

Annexe 3: Nombre et population des ménages en 2000 et 2010 selon leur classification ethnolinguistique

Type ethnolinguistique du ménage	Recensement 2000				Recensement 2010	
	Nombre de ménages	Population des ménages	% de la pop. totale	% de la p.m.i.	Nombre de ménages	Population des ménages
11: C.m. et conj. locuteurs monolingues	104882	564 538	0,6%	4,5%	102823	539 128
21: C.m. ou conj. locuteurs monolingues	278713	1 434 334	1,5%	11,4%	114567	420 303
31: Collat. ou asc. locuteurs monolingues	580	3 337	0,0%	0,0%	937	5 812
41: Desc. locuteurs monolingues	617	3 710	0,0%	0,0%	393	2 470
Total men locuteurs monolingues	384 792	2 005 919	2,1%	15,9%	218 720	967 713
12: C.m. et conj. locuteurs bilingues autodéclarés	506274	2 756 043	2,8%	21,9%	908141	4 569 805
22: C.m. ou conj. locuteurs bilingue autodéclarés	407709	1 727 981	1,8%	13,7%	907945	3 716 070
32: Collat. ou asc. locuteurs bilingues autodéclarés	8522	48 563	0,1%	0,4%	26926	149 219
42: Descendants locuteurs bilingues autodéclarés	7054	44 239	0,0%	0,4%	25327	149 880
Total men locuteurs bilingues autodéclarés	929 559	4 576 826	4,7%	36,3%	1 868 339	8 584 974
13: C.m. et conj. locuteurs bilingues non autodéclarés	284545	1 525 700	1,6%	12,1%	35841	175 902
23: C.m. ou conj. locuteurs bilingue non autodéclarés	554308	2 388 588	2,5%	19,0%	154328	599 055
33: Collat. ou asc. locuteurs bilingues non autodéclarés	36033	207 145	0,2%	1,6%	10402	56 491
43: Desc. locuteurs bilingues non autodéclarés	126997	731 793	0,8%	5,8%	29352	158 470
Total men locuteurs bilingues non autodéclarés	1 001 883	4 853 226	5,0%	38,5%	229 923	989 918
14: C.m. et conj. non locuteurs autodéclarés	100065	471 592	0,5%	3,7%	1185788	5 220 050
24: C.m. ou conj. non locuteurs autodéclarés	128701	492 858	0,5%	3,9%	1121129	3 763 183
34: Collat. ou asc. non locuteurs autodéclarés	3568	19 099	0,0%	0,2%	33789	176 373

44: Desc. non locuteurs autodéclarés	29860	176 354	0,2%	1,4%	256499	1 273 294
Total men non locuteurs autodéclarés	262 194	1 159 903	1,2%	9,2%	2 597 205	10 432 900
Total Ménages indigènes	2 578 428	12595874	12,98%	100,0%	4914187	20975505
Total Ménages non indigènes	20061380	84418993	87,02%		23782066	90984634
Total Ménages mexicains	22 639 808	97014867	100%		28696253	111960139
Locuteurs ou autodéclaré hors ménages indigènes		68.602	0,07%			321.051
Total population Indigène		12.664.476	13,05%			21.296.556

Source: INEGI recensements de population et logement 2000 et 2010 traités par l'auteur

1 Des évolutions variées dans l'échelle sociale...

Pour faire suite aux deux premiers articles de la série, nous abordons maintenant l'analyse descriptive fine de l'hétérogénéité socioéconomique, démographique et culturelle des populations indigènes dans l'ensemble du pays et dans divers contextes régionaux ou locaux. L'outil statistique principal employé ici est une analyse factorielle multivariée de l'ensemble des ménages inclus dans l'échantillon au 10% des recensements décrit par une sélection synthétique de variables et d'indicateurs qui résume leurs caractéristiques économiques et sociales, démographiques et certains aspect culturels. A partir de cette AFC¹⁶, appliquée aux données censitaires de 2000 et dans laquelle la signalétique sociodémographique des ménages constituait le bloc des variables actives et leurs 'marqueurs' linguistiques et ethniques étaient les variables supplémentaires, nous avons obtenu une description assez complète de l'éventail des conditions de vie des 16 types de ménages indigènes définis au préalable (cf. note 8). Nous répétons ici cette même analyse sur les données du recensement de 2010. Le commentaire qui suit se base sur la comparaison des résultats statistiques en 2000 et 2010 en les utilisant comme 'plan' pour structurer l'articulation des arguments sociométriques, linguistiques et anthropologiques du raisonnement. Les interprétations de l'ensemble de ces résultats qu'en font les auteurs n'engagent évidemment qu'eux et non leurs institutions respectives. Pour synthétiser la partie statistique de ces résultats, nous avons reproduit en annexes les deux plans factoriels principaux aux deux dates auxquels on se reportera pour avoir une vision d'ensemble des positionnements socioéconomique et démographique des différents type de ménage et de leurs évolution sur cette décennie (plans 1×2 dans les deux analyses, graphiques 6 et 7).

Avant d'entrer dans le détail de la typologie des ménages indigènes, il importe de planter la situation générale de l'ensemble des ménages indigènes au sein de la population mexicaine. Dans le premier article pour la revue Statéco, Olivier Barbary constatait, à partir de l'examen du premier plan factoriel en 2000 (graphique 6), qu'un fort handicap socioéconomique affectait les ménages indigènes dans leur ensemble et, plus encore, la composante des ménages monolingues. Il résumait ces écarts à la condition sociale moyenne des ménages en se basant sur les revenus *per capita* mensuel : « La pauvreté (moins de 400 pesos mensuels par personne, soit environ 40 dollars) touche plus de 52 % des ménages indigènes contre moins de 24 % chez les non indigènes et, dans la population des ménages indigènes monolingues, elle atteint 83 %, tandis que seuls 3,2 % des ménages y disposent d'un revenu supérieur à 800 pesos. » (Barbary, 2012, p. 79). Que se passe-t-il à ce niveau dix ans plus tard ? Sur le premier axe factoriel, en comparant les graphiques de 2000 et 2010 7 (2010) au graphique 6 (2000), leur positionnement moyen s'est sensiblement rapproché des ménages non indigènes (qui ne bougent pratiquement pas entre les deux dates) et de la moyenne des ménages mexicains. Cette diminution d'environ 30% de l'écart entre les conditions moyennes

¹⁶ Analyse Factorielle des Correspondances (Benzécri, 1973, Benzécri et Benzécri, 1980). L'analyse, réalisée avec PROC CORRESP sous SAS, est décrite pour sa partie méthodologique dans [Barbary, 2012, pp. 78-79]

indigènes et non indigènes reflète donc une progression des premiers dans l'échelle socioéconomique. Il ne faut pourtant pas en conclure que l'ensemble des ménages indigènes de 2000 ont grandement progressé dans l'échelle socioéconomique en dix ans. En fait, comme nous l'avons vu dans le premier article comparatif (Barbary et Martinez, 2013, pp. 7-10), l'amélioration de la condition moyenne de l'agrégat 'ménages indigènes' est surtout due à l'apport numérique massif depuis 2000 de ménages mieux situés dans l'échelle sociale - locuteurs bilingues autodéclarés (+ 101%) et non locuteurs autodéclarés (+891%), tandis que les plus défavorisés régressaient - ménages locuteurs bilingues non déclarés et locuteurs monolingues (respectivement -77% et -43%).

En se basant sur la distinction des 16 classes, l'analyse effectuée en 2000 montrait aussi l'existence au sein de l'univers hétérogène des ménages indigènes, d'un schéma cohérent liant leurs caractéristiques linguistiques et d'auto perception ethnique à leurs positions dans l'échelle sociale (cf. Barbary, 2008, pp. 7-12, Barbary, 2012 pp.8-14). Pour le résumer, disons que les ménages à l'identité ethnolinguistique la plus 'traditionnelle' (monolingues et déclarants de leur appartenance indigène) connaissaient, pour leur presque totalité, une extrême pauvreté due à leur exclusion économique, leur marginalisation par l'appareil institutionnel et les diverses forme de discrimination dont ils font l'objet. Plus marquée par le métissage biologique et culturel, les ménages de locuteurs bilingues autos déclarées et les ménages de locuteurs bilingues non autos déclarées sortaient de cette marginalité pour occuper des positions plus hétérogènes dans l'échelle sociale, depuis les classes populaires jusqu'aux classes moyennes. Enfin, l'espace social des ménages de non locuteurs autos déclarées s'étendait à l'ensemble des classes moyennes et jusqu'à la limite inférieure des classes aisées.

En 2010, on constate que la population locutrice n'a pas augmenté depuis 2000 ; au contraire, l'érosion de la transmission des langues indigènes se poursuit. Le presque doublement de la p.m.i. correspond à l'agrégation de plus de 10 millions de nouveaux autodéclarés, non locuteurs dans leur majorité (Barbary et Martinez, 2013, pp. 10-11). L'hypothèse 'naturelle' les concernant est qu'ils proviennent principalement des classes populaires et moyennes, dont nous connaissons l'ascension socioéconomique toutes caractéristiques ethniques confondues (ibid., pp. 7-10). Il est donc logique que le profil socioéconomique moyen des ménages indigènes progresse sensiblement entre les deux dates. Reste à assoir cette hypothèse sur des faits et, surtout, à analyser précisément la nouvelle segmentation du monde indigène qui résulte de cette évolution.

De retour au plan factoriel, mais en appréciant maintenant l'étendue du nuage des types de ménages indigènes aux deux dates, c'est en revanche une concentration significative des points dans le premier quart droit du plan que l'on constate¹⁷ : relativement à la dynamique socioéconomique d'ensemble des ménages mexicains (point origine), les différents types de ménages indigènes n'ont pas progressé de manière homogène. La relation observée en 2000 entre les caractéristiques 'ethnolinguistiques' et la hiérarchie socioéconomique se maintient globalement mais, tandis que les ménages locuteurs monolingues demeurent cantonnés au plus bas de l'échelle sociale, et que les ménages dirigés par des couples locuteurs bilingues déclarants stagnent dans le segment inférieur des classes populaires, l'ensemble des autres catégories connaissent des évolutions diverses, ascendantes pour les autres ménages locuteurs bilingues déclarants et locuteurs bilingues non déclarants, ou descendantes pour les ménages non locuteurs déclarants, qui aboutissent à leur regroupement au seins des classes populaires

¹⁷ En 2000, la distance entre le type de ménage le plus pauvre (c.m. et conjoint locuteur monolingues) et le plus riche (ascendants non locuteurs autodéclarés) est de 2,6 ; elle chute à 2,3 en 2010 (- 12%).

supérieures et des classes moyennes inférieures. C'est particulièrement le cas des ménages locuteurs bilingues non déclarants et des ménages non locuteurs déclarants, dont les profils moyens se distinguaient clairement en 2000 à l'avantage des seconds et qui, dix ans après, sont pratiquement confondus.

Avant d'entrer plus en détail dans l'analyse de la nouvelle segmentation des ménages indigènes, il faut faire un deuxième constat d'ensemble.

2 et un bouleversement des structures démographiques...

Comme nous l'avons dit, la différenciation démographiques des ménages s'est sensiblement accrue entre les deux recensements (taille des ménages, sexe du c.m., modèle conjugal et de composition des ménages, fécondité des femmes, taux de dépendances, etc.). À l'examen du second axe factoriel, on constate que cette évolution globale touche très fortement les ménages indigènes : la dilatation verticale du nuage des différents types en fait preuve¹⁸. Deux exemples pour cerner ce phénomène.

Le déplacement le plus important concerne les ménages où l'un des deux conjoints seulement est locuteur monolingue (coordonnée verticale quadruplée). En 2000, ces ménages étaient au nombre de 279.000, pour une population de 1.434.000, la plus nombreuse des catégories monolingues. Ils avaient une taille moyenne de 5,1 personnes, un peu plus élevée que la moyenne des ménages indigènes (4,9). Aujourd'hui, leur nombre est de 115.000 (divisé par 2,4), leur population s'est effondrée à 420.000 (divisé par 3,4), et leur taille moyenne est maintenant de 3,7 personnes par ménage, c'est-à-dire bien en dessous de la moyenne des ménages indigènes (4,3) et même de la moyenne nationale (3,9). Leur composition est également bouleversée : on passe de structures nucléaires complètes ou étendues, majoritaires en 2000, à de très fortes proportions de ménages unipersonnels et, surtout, de ménages incomplets dirigés par des femmes. Enfin et peut-être surtout le vieillissement de la population de ces ménages, comme nous le verrons plus loin, est le plus prononcé de tous les types. Nous verrons aussi plus bas (section 3.3) comment peut s'expliquer démographiquement, socio-culturellement et économiquement, une telle 'décomposition', si le mot n'est pas trop fort, d'un segment important des ménages monolingues¹⁹.

Dans un contexte inverse de forte progression de leur population car ils bénéficient à plein de la nouvelle vague d'autodéclaration, les ménages où l'un des deux conjoints est non locuteur déclarant sont une catégorie en pleine évolution démographique : le nombre de ménages est multiplié par presque 8,8 et la population par 7,5 pour atteindre 3.763.000 personnes. La taille moyenne des ménages régresse de 12,4%, le nombre de ménages dirigés par des femmes augmente de 15% et l'âge des c.m. augmente fortement (c.m. de 40 ans ou plus en progression de 12%). Dans d'autres types en forte augmentation numérique, comme les ménages où le c.m. et/ou son conjoint sont locuteurs bilingues déclarants, on observe, quoique à un moindre degré, les mêmes tendances.

L'interprétation de ces évolutions socioéconomiques, démographiques et culturelles variées et interdépendantes réclame maintenant une analyse approfondie pour les différents types de ménages indigènes.

¹⁸ En 2000, la distance entre le type de ménage le plus haut sur l'axe 2 (c.m. ou conjoint locuteur monolingues) et le plus bas (c.m. et conjoint non locuteurs autodéclarés) n'était que de 0,9 ; elle bondit à 2,1 en 2010 (+136%).

¹⁹ L'évolution des ménages où les deux conjoints sont locuteurs monolingues, quoi que du même type (baisse de la population et de la taille des ménages et vieillissement), est plus modérée et moins inquiétante.